

SEPT TERRORISTES DONT UN «ÉMIR», ÉLIMINÉS

La seriat «Echam» anéantie

Les services de sécurité procèdent à l'heure actuelle à une opération d'envergure contre les islamistes armés de la seriat Echam (Orient). Cette seriat, dont les effectifs sont estimés, par plusieurs sources, à une dizaine d'éléments, écumait les alentours des villages de Aït-Boudekane et Aït-Ali situés au pied du massif de Lalla Oum Saâd, dans le sud de la commune de Chabet-El-Ameur, dans la wilaya de Boumerdès.

Cette opération s'est soldée jusqu'à présent par l'élimination de sept terroristes dont l'«émir» de la seriat pourchassée. Ce groupuscule armé fait partie de la katibat El Farouk.

Cette dernière phalange (katibat) écume, rappelons-le, la région située entre Chabet-El-Ameur, localité à environ 32 km de la ville de Boumerdès et le nord de Lakhdaria, wilaya de Bouira.

Dans notre édition d'hier nous avons fait état de quatre terroristes éliminés dont leur chef. Ce bilan est donc revu à la hausse. Le ratissage se poursuit toujours.

Selon les citoyens de la commune, de violents accrochages ont été enregistrés ces derniers jours. Mis à part le bilan faisant état de six soldats blessés, nos sources restent discrètes sur les pertes des forces de l'ordre. Cependant, on évoque d'ores et déjà plusieurs décès.

S'agissant de l'«émir» éliminé, contrairement aux informations publiées hier, Delleci Aïssa, alias Abou Hichem, 56 ans, est monté au maquis au début des années 1990. Mais avant de monter au maquis pour former au sein du GIA les premiers noyaux de terroristes, il a fait partie du madjlis achoura de l'ex-FIS. Pour rappel, ce parti dissous avait gagné les élections locales de 1990 avec moins de 200 voix pour gérer la commune.

Le FFS, qui avait un ancrage dans la localité, avait, à l'époque, appelé au boycott des élections. Les Chabétois disent que cet «émir» avait fait partie de la mouvance des frères musulmans avant de rejoindre, à sa création, le Front islamique du salut (FIS) dissous.

C'est un redoutable chef qui a réussi à échapper à plusieurs ratissages et assauts des forces de sécurité.

Par ailleurs, la seriat qu'il commandait a malheureusement à son actif un lourd bilan, fait d'assassinats et de tueries contre les forces de l'ordre. Il semblerait que c'est le dernier terroriste originaire de Chabet-El-Ameur.

Les six autres terroristes éliminés au cours de cette opération n'ont, pour l'heure, pas été identifiés.

Ali F.

JUSTICE

La chancellerie trouve un compromis avec les avocats

Même inscrit à l'ordre de la session parlementaire du printemps, le projet de loi portant exercice de la profession d'avocat a connu quelques modifications. Les représentants des avocats et de la chancellerie auraient trouvé un compromis de dernière minute. Le texte a été approuvé en totalité, à l'exception des articles 10 et 24.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Le bâtonnier national, M^e Menad Bachir, déclarait récemment «qu'un terrain d'entente pourrait être trouvé avec la chancellerie» pour «dénouer la crise et mettre fin au bras de fer engagé entre les deux parties et qui n'a que trop duré». Toutefois, il fera savoir que «cette entente» doit passer par la suppression des deux articles à l'origine de la colère des avocats.

Les propos du président national de l'Union des barreaux d'Algérie n'ont pas tardé à se concrétiser sur le terrain. Selon des sources proches des avocats, le ministre de la Justice et garde des Sceaux a donné son accord pour la suppression des deux articles litigieux.

Les deux parties auraient conclu un accord pour la suppression des articles 10 et 24 et de l'autre côté, les représentants des robes noires donneront leur accord sur le reste des dispositions, et ce, même si certains articles ont été fortement contestés.

Pour rappel, l'article 10 stipule que le retrait d'un avocat d'un procès est considéré comme faute grave et qu'il risque, par conséquent, une suspension. L'article 24, quant à lui, tel que contenu dans



Photo : Samir Sid

Les articles 10 et 24 supprimés sur accord de Belaïz.

le nouveau statut, précise que «lorsqu'une juridiction estime que l'avocat a failli à ses obligations professionnelles, le procureur général en informe le bâtonnier afin de prendre les mesures disciplinaires

adéquates. Le bâtonnier peut, dans un délai d'un mois, soit décider de classer l'affaire, soit saisir le conseil de discipline». Mais en attendant de connaître la sanction, l'avocat mis en cause est suspendu de ses fonctions et n'a pas le droit d'exercer. «C'est une sanction qui existe et qui n'a pas de statut légal», souligne un avocat du barreau d'Alger, faisant référence à l'article 24.

Et d'ajouter : «Imaginons que le conseil de discipline ne se réunit pas pendant trois mois. Le cabinet de l'avocat mis en cause disparaîtrait tout simplement», en soulignant que la «suspension de l'avocat engendrera des dégâts collatéraux irréparables».

Plus radical, cet avocat poursuit en indiquant «qu'un élément extérieur et en dehors de l'ordre des avocats, qui viendrait normaliser la profession, ne sera que négatif».

Sur un autre plan, les avocats avaient dénoncé l'ingérence de la chancellerie dans les affaires de la profession en la mettant sous sa tutelle. En effet, l'avant-projet suppose que toutes les délibérations du conseil de l'ordre ou des assemblées générales doivent être soumises au ministère de la Justice qui a le pouvoir de les annuler. «Pour autant, c'est une profession libérale et indépendante», souligne-t-on.

D'autre part, le texte dispose que c'est le ministère qui met en place les conseils de l'Ordre, «après consultation de l'Union des conseils de l'ordre».

Ce qui est inadmissible pour les avocats. «C'est du jamais vu, même du temps du parti unique», a indiqué un ancien bâtonnier.

A. B.

LES VICTIMES DES ESSAIS NUCLÉAIRES VONT ENFIN ÊTRE INDEMNISÉES

20 000 à 30 000 Algériens devraient être concernés

Après près de cinquante ans, la France s'est enfin décidée à indemniser les victimes des essais nucléaires qu'elle a effectués de 1960 à 1996 dans le Sahara algérien et en Polynésie. L'annonce en a été faite hier matin par le ministre français de la Défense, Hervé Morin, qui a exposé les grandes lignes d'un projet de loi relatif à la réparation des conséquences sanitaires, physiques et morales des essais nucléaires français et qui sera présenté très prochainement en Conseil des ministres.

De notre bureau de Paris,
Khadidja Baba-Ahmed

«Environ 150 000 travailleurs civils et militaires sont théoriquement concernés, sans compter les populations qui vivaient au Sahara et en Polynésie à l'époque des essais», c'est ce qu'a annoncé le ministre dans une interview au journal *Le Figaro*. Il faut souligner que cette décision est le fruit d'une bataille très longue engagée par de nombreuses associations, dont, notamment, l'Association des vétérans des essais nucléaires (AVEN), le Comité de soutien vérité et justice, l'Association polynésienne des victimes des essais nucléaires et, pour ce qui concerne les victimes algériennes, l'Association algérienne des victimes des essais nucléaires.

Cette dernière estime à 30 000 le nombre des victimes de ces essais alors que, pour l'instant, les officiels français s'arrêtent à 20 000.

Il faut rappeler que la France colonisait l'Algérie, la volonté du général de Gaulle de détenir les armes de



Photo : DR

Les habitants de Reggane ont servi de cobayes.

dissuasion nucléaire, l'a amené à utiliser notre pays pour lancer ses essais atomiques.

Le premier essai, au nom de code «Gerboise bleue», a été effectué le 13 février 1960 à Reggane et il ne fut pas le seul. Il a été suivi de très nombreux autres dans la région, à Tamanrasset et ailleurs.

Dans un film de 52 minutes, réalisé en 2008 par Larbi Bouchiha et projeté récemment au Centre culturel algérien à Paris, les victimes de ces essais dans le Sahara, que ce soit

des militaires français, des appelés algériens ou encore les riverains ont témoigné des conditions scandaleuses de ces essais et de leurs conséquences.

Les vétérans n'avaient eu alors aucune information sur les dangers auxquels on les exposait. Certains ont même été envoyés, après les essais, récupérer sans aucune protection les matériaux irradiés.

La population de Reggane a, comme le dénoncent certains dans le film, «servi de cobaye». Ces faits ont

été soulevés tant par les associations algériennes que françaises.

Les militaires français, tout comme les Algériens, n'étaient pas informés des risques et n'en étaient pas protégés.

Aujourd'hui, les conséquences s'en font encore sentir. L'Etat français devra bien indemniser les familles de tous ceux qui sont décédés des conséquences de ces essais, outre ceux qui continuent de souffrir de malformations congénitales, stérilité et autres.

Dans une intervention à la radio *France Info*, le ministre de la Défense a bien évoqué hier l'indemnisation des victimes, qu'elles aient eu des incidences physiques ou morales. Il reste maintenant à savoir comment ces victimes vont être indemnisées.

«Une commission indépendante, constituée de médecins et présidée par un magistrat, examinera les dossiers au cas par cas. Si la demande est acceptée, la réparation du préjudice sera intégrale. Une première enveloppe de 10 millions d'euros est déjà prévue pour la première année sur les crédits du ministère de la Défense.» C'est ce qu'a précisé le ministre de la Défense et l'on parle ici, depuis hier, d'une indemnisation qui se situerait entre 30 000 et 70 000 euros par personne.

Et lorsque la question de savoir sur quels critères se prononcera cette commission, Hervé Morin répond qu'elle s'appuiera sur des critères scientifiques et qu'il ne s'agira plus au demandeur de prouver que sa maladie relève bien des radiations de ces essais mais ce sera à l'Etat, s'il refuse réparation «de démontrer que la pathologie n'est pas radio-induite».

K.B.-A.